



Fédération Syndicale Unitaire

Déclaration liminaire de la FSU

lors du CTMESR du 25 mars 2014

Le 18 mars dernier, plus de 240 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour dénoncer l'injustice du soi-disant « pacte de responsabilité » ! Cet intitulé ne trompe plus grand monde quant à l'objectif réel de ce nouvel allègement de cotisations patronales.

Toujours au nom d'une amélioration de la compétitivité des entreprises dans le cadre d'un libéralisme économique débridé (mais sans aucun résultat concernant le chômage), ce nouveau cadeau de plus de 30 milliards d'euros s'ajoute aux nombreux autres déjà consentis depuis près de 30 ans. Ainsi, la totalité de ces allègements s'élèvent annuellement à environ **200 milliards d'euros** !

A côté de ces sommes vertigineuses, les difficultés financières des universités et de la recherche sont bien peu de choses et si la volonté existait vraiment, la priorité pourrait être facilement redonnée à un Service Public de qualité, pour le plus grand nombre d'étudiants, source de développement des connaissances et d'égalité d'accès aux études.

Pour comparaison, ces 200 milliard d'euros, c'est **10 fois plus que le déficit des régimes de retraites** ! C'est aussi **30 fois celui de l'assurance maladie** ! D'un côté, on parle de déficit abyssal et de l'autre, on accorde des aides d'un montant colossal, sans même en contrôler l'efficacité !

Et concernant les salaires des fonctionnaires bloqués depuis 4 ans, ces 200 milliards, c'est 4 fois ce qu'il faudrait pour rattraper la perte de 15 % de pouvoir d'achat du point d'indice brut depuis 2000 !

Aussi, jusqu'où ira le gouvernement (dans les traces des précédents malheureusement) dans la redistribution injuste des richesses aux plus aisés, accroissant ainsi les inégalités ?... Jusqu'à quel point le gouvernement sera-t-il sourd à la colère diffuse et qui gronde de plus en plus ? Les moyens existent donc pour un vraie politique sociale et de Service public, seule la volonté manque !

Enfin, en ce qui concerne les conditions de travail des enseignants et enseignants-chercheurs, celles-ci se sont indéniablement aggravées, avec un alourdissement et une complexification : semestrialisation, suivi des étudiants, informatisation de notre travail, tâches administratives anormales... Il est particulièrement injuste que les enseignants soient les seuls salariés du pays à n'avoir jamais bénéficié de la moindre réduction du temps de travail !

La FSU réclame donc justice avec non seulement une hausse salariale mais aussi un rattrapage conséquent des pertes enregistrées. Nous demandons une réduction notable des services d'enseignement, une vraie ambition et un réel investissement, tant pour les personnels que pour le service public, pour les jeunes et le pays, ainsi qu'un véritable plan de recrutement de fonctionnaires pour réduire la précarité et le manque criant de personnel tant enseignant qu'administratif.

Enfin, concernant la gestion de l'enseignement supérieur et de la recherche, nous ne pouvons que constater et déplorer la continuité avec la gestion du gouvernement précédent avec la loi LRU et les responsabilités et compétences élargies des établissements, sources de nombreux problèmes locaux. De même, la régionalisation de l'ESR et les regroupements d'établissements sont une régression tant démocratique qu'en matière de Service Public national.

Quant aux points à l'ordre du jour de ce CTMESR, nous ferons des déclarations spécifiques à chacun d'eux.
